

**cahier des charges**

**de la**

**COMMISSION DE L'URBANISME,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES TRAVAUX PUBLICS (UETP)**

## **REGLEMENT ET CAHIER DES CHARGES DE LA COMMISSION DE L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS**

Dans ce règlement, les termes désignant des personnes s'appliquent aux femmes et aux hommes.

### 1. **Généralité**

La commission de l'Urbanisme, de l'environnement et des travaux publics est une commission permanente au sens de l'art. 42 ROCM.

### 2. **Nomination, durée des fonctions et représentation**

La commission est composée de 9 membres nommés par le Conseil communal pour la durée d'une législature.

La représentation de chaque parti est fixée selon le système proportionnel en tenant compte des suffrages recueillis à l'élection du Conseil de Ville, au sens de l'art. 42 ROCM.

### 3. **Constitution**

La séance de constitution est présidée par un membre du Conseil communal. La commission désigne son président et son vice-président.

Le secrétariat de la commission est assuré par un fonctionnaire communal, désigné par le Conseil communal.

### 4. **Convocation**

La commission se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent.

Elle est convoquée

- par le président, d'entente avec le conseiller communal responsable ;
- à la requête du conseiller communal responsable ;
- à la demande de 3 membres.

Le lieu et le temps (jour et heure), ainsi que l'ordre du jour des séances sont fixés par le président, d'entente avec le conseiller communal responsable.

### 5. **Jetons de présence et indemnités**

Les membres de la commission sont soumis à l'échelle des indemnités, jetons de présence et vacations versés aux Autorités.

### 6. **Débats**

Les délibérations de la commission sont dirigées par le président. Le président empêché est remplacé par le vice-président ou, à défaut, par le membre le plus ancien, à ancienneté égale par le plus âgé.

7. **Quorum, élections et votations**

La commission ne peut prendre de décision valable que si la majorité de ses membres est présente.

Lorsqu'il s'agit de votations, c'est la majorité absolue des votants qui décide. Le président, ou son remplaçant, a droit de vote ; en cas d'égalité des voix, il départage. Pour les élections, la majorité absolue décide au premier tour de scrutin. Au second tour, c'est la majorité relative et, en cas d'égalité, le sort tranche.

Toutes les élections se font au bulletin secret, sauf si la commission en décide autrement, à l'unanimité de ses membres.

8. **Obligation de se retirer**

Les membres des autorités communales et les fonctionnaires communaux ont l'obligation de se retirer lorsqu'il s'agit de traiter des objets qui touchent directement à leurs droits personnels ou à leurs intérêts matériels ou à ceux de personnes qui leur sont parentes au degré prévu à l'article 12, al. 1 LCo et 25 LCo.

Ont également l'obligation de se retirer les représentants légaux, statutaires ou contractuels des personnes intéressées, ainsi que toute personne chargée de s'occuper de l'affaire.

Les personnes qui ont l'obligation de se retirer peuvent, sur décision de l'organe compétent, être appelées à fournir des renseignements.

Il n'y a pas d'obligation de se retirer s'il s'agit d'une votation ou d'une élection au bulletin secret.

9. **Procès-verbal**

Les délibérations de la commission sont consignées dans un procès-verbal. Celui-ci doit en tout cas mentionner le nom des personnes présentes ainsi que toutes les propositions formulées et les décisions prises.

10. **Devoirs de la charge**

Les membres de la commission sont tenus d'accomplir consciencieusement et soigneusement les devoirs de leur charge et de se montrer dignes de leurs fonctions.

Ils sont tenus à l'obligation de discrétion à l'égard des tiers en ce qui concerne les affaires qui parviennent à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et qui, par leur nature ou en vertu des prescriptions spéciales, doivent être tenues secrètes.

Cette obligation subsiste même après dissolution du rapport de service. Les dispositions de l'art. 34 LCo sont applicables en cas d'infraction.

11. **Participation des membres du Conseil communal, des fonctionnaires communaux et de tierces personnes**

Un représentant du Conseil communal et le chef du Service UETP assistent aux séances de la commission avec voix consultative.

La commission peut librement requérir la présence de fonctionnaires communaux à ses séances. Elle peut également, avec l'accord du Conseiller communal concerné et pour des cas exceptionnels, solliciter le concours de spécialistes extérieurs à l'administration.

Toutes ces personnes sont soumises aux dispositions des articles 8 et 10 ci-devant.

12. **Attributions**

Pour autant que les dispositions légales, les règlements municipaux ou les dispositions d'exécution ne lui confèrent pas de compétences spéciales, la commission est appelée à préavis les affaires dont elle est saisie. Elle peut également adresser des propositions au Conseil communal.

Tous les objets transmis au Conseil de Ville et qui la concernent lui seront préalablement soumis pour préavis.

La commission peut donner également son avis sur :

- l'aménagement local (conception directrice, plan directeur communal, plan de zones et règlement communal sur les constructions) ;
- les plans directeurs et les plans spéciaux ;
- la planification en matière de protection de l'environnement (air, bruit), de la nature et du paysage ;
- les projets relatifs au patrimoine architectural, historique et archéologique ;
- la planification en matière de circulation (aménagement routiers, piétonniers, et cyclables) ;
- les projets d'aménagement des espaces publics (voies de circulation, espaces de détente, places de jeux) ;
- la planification concernant les Transports Urbains Delémontains (TUD) ;
- les demandes de crédit concernant la conservation, l'entretien, l'amélioration et les constructions nouvelles relatives au patrimoine immobilier ;
- le budget du Département de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics.

13. **Approbaton**

Le présent cahier des charges, ainsi que ses modifications, doivent être approuvés par le Conseil communal.

14. **Entrée en vigueur et abrogation**

Le présent cahier des charges a été adopté par le Conseil communal le 20 janvier 2014. Il entre en vigueur immédiatement et abroge toutes les dispositions antérieures qui lui sont contraires.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

La chancelière :

Pierre Kohler

Edith Cuttat Gyger